

Commission des interventions Séance du 8 décembre 2023

Décision CDI n° 2023-42

Lancement de l'appel à projets Restauration écologique en faveur de la biodiversité 2024

La Commission des interventions de l'Office français de la biodiversité,

- ▶ **Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.131-8 à L.131-16, relatifs à l'Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles R.131-28 à R.131-28-10, relatifs au Conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le code de l'environnement, et notamment son article R.131-30, relatif aux compétences du directeur général de l'Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le décret du 5 juin 2023 nommant Monsieur Olivier THIBAUT en qualité de Directeur général de l'établissement ;
- ▶ **Vu** la délibération n° 2022-27 du conseil d'administration de l'OFB du 30 novembre 2022 portant constitution de la commission spécialisée « Commission des interventions » ;
- ▶ **Vu** le contrat d'objectifs et de performance 2021-2025 entre l'État et l'Office français de la biodiversité, signé le 18 janvier 2022 ;
- ▶ **Vu** le programme d'intervention 2023-2025 de l'Office français de la biodiversité approuvé par la délibération n° 2022-25 du conseil d'administration de l'OFB du 30 novembre 2022 ;
- ▶ **Vu** le rapport du directeur général de l'Office ;

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

La Commission des interventions approuve le lancement de l'**Appel à projets Restauration écologique en faveur de la biodiversité 2024**, dans les conditions précisées dans le rapport présenté par le Directeur général et sous réserve de l'approbation par le Parlement de l'article d'affectation à l'OFB du produit brut du jeu dédié à la biodiversité au sein de la loi de finances pour 2024.

ARTICLE 2 :

La Commission des interventions fixe le montant maximum de la contribution financière de l'OFB dans la limite du montant du produit affecté à l'établissement, évalué à un montant de l'ordre de 6 à 10 M€.

ARTICLE 3 :

Le Directeur général est autorisé à mettre définitivement au point et à publier le règlement de l'appel à projets mentionné aux articles précédents.

Le Directeur général délégué aux ressources,
chargé du secrétariat de la
Commission des interventions,



Denis CHARISSOUX

La Présidente
de la Commission des interventions,
Par empêchement de la Présidente,
La Commissaire du Gouvernement,

Célia DE-
LAVERGNE
celia.de-lavergne

Signature numérique de
Célia DE-LAVERGNE
celia.de-lavergne
Date : 2023.12.08 19:12:36
+01'00'

Célia DE LAVERGNE